



## COMITE DE BASSIN DU 20.11.2015

### VOTE DU SDAGE 2016-2021

### EXPLICATION DE VOTE DES APNE

Nous savons où nous voulons aller : vers le bon état des masses d'eau. Mais où en sommes-nous ? Pour s'en tenir aux seuls cours d'eau, à peine un peu plus de 50% des masses d'eau cours d'eau sont en bon état alors que notre objectif était de 60%, dopé à 66 % après le Grenelle de l'Environnement. Pourquoi ?

La page 312 du projet de SDAGE<sup>1</sup> nous en donne la raison : 3 paramètres principaux, à savoir

- La morphologie : 73 % des masses d'eau, qui sont en risque de ne pas atteindre les objectifs environnementaux le sont en raison des perturbations morphologiques,
- les pollutions diffuses par phytosanitaires (43% des masses d'eau)
- les atteintes à l'hydrologie et les conséquences, (30% des masses d'eau).

Quel est notre tableau de marche : plus 14% de masses d'eau en bon état d'ici 2021 – seulement ! et il en restera donc 34% de 2021 à 2027... Bref, les efforts seront pour plus tard.

Cette procrastination conduit au **projet de SDAGE modérément ambitieux de l'automne 2014, concédant certains retraits** (par exemple sur les zones humides, la création de nouveaux réservoirs d'eau...) **mais portant quelques nouveautés** : changement climatique, éclusées, imperméabilisation, une certaine prise en compte des effets cumulatif de petits projets.

En ce début d'année 2015, nous n'avions pas encore imaginé le détricotage systématique auquel ce projet de SDAGE, déjà bien modeste eu égard aux objectifs, allait être soumis.

"*Que faut-il changer dans le projet SDAGE pour que rien ne change à mes avantages acquis ?*" Chaque lobby a fait en sorte d'insérer dans le SDAGE sa propre réponse à cette question sans beaucoup d'état d'âme. Il fallait bannir du SDAGE toutes contraintes supplémentaires aux contraintes existantes... qui nous ont amené à ces résultats actuels si merveilleux comme souligné plus haut....

La limitation des effets cumulatifs par "*l'encadrement des nouveaux projets*" s'est transformée en "*la maîtrise des nouveaux projets*" (dispositions 6A-13 et 6A-14), "*éviter l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées*" se change en "*limiter l'imperméabilisation nouvelle*" (disposition 5A-04), la doctrine

<sup>1</sup> Projet de SDAGE 2016-2021, version de novembre soumise au Comité de bassin du 20.11.2015.



Eviter-Réduire-Compenser se voit ici amputée de son volet "Eviter" qui est pourtant le plus important, ne serait-ce que pour éviter les affrontements et les conflits.

La parution de la circulaire du 4 juin 2015 levant le moratoire sur les retenues d'irrigation a été le prétexte à des interprétations très accommodantes des conditions de construction d'infrastructures supplémentaires (dispositions 7-01 et 7-03).

Sous le prétexte fallacieux et imparable selon lequel les projets ne relevant pas de l'autorisation ne sauraient être encadrés puisque, par définition, ils ont des impacts moindres que ceux relevant de l'autorisation, sans bien sûr l'interdire, **le texte actuel délégitime l'administration dans son pouvoir de contrôle** d'une pullulation de projets de taille modeste (soumis à déclaration) qui grignotent insidieusement notre patrimoine naturel.

L'actuel SDAGE fait plus simple en interdisant la construction de ses plans d'eau modestes dans les lits mineurs. Le recul du nouveau SDAGE est flagrant ! Il en est de même au sujet de la protection des zones humides, au point que certaines institutions demandent une application rétroactive de ce projet dans des contentieux actuellement en cours ! C'est dire !

Le désarmement du SDAGE a même pris une tournure plus insidieuse sur le plan juridique. Le prétexte "*de ne pas créer du droit*" a été systématiquement convoqué pour justifier une réécriture des projets de SDAGE dans un sens de moins en moins prescriptif, au point d'aboutir au texte lisse, peu contraignant, qui nous est proposé. **Le risque n'est rien d'autre que l'impuissance du SDAGE pour atteindre les objectifs de bon état** comme cela a été très justement souligné dans un avis transmis par le professeur de droit Philippe Billet, en sa qualité d'universitaire.

Au risque de surprendre certains, nous ne pensons pas que ce soit dans les prétoires que se joue l'efficacité du SDAGE (regardez simplement le nombre de contentieux y afférents). D'ailleurs loin de les limiter, ces formulations en demi-teinte ou ces circonvolutions rhétoriques risquent plutôt de faire croître et d'embellir le contentieux. Celui-ci s'appuiera alors directement sur les textes et les décisions européennes, bien plus claires au final que leur traduction édulcorée dans notre volapuk pseudo-juridique national.

La ou l'affaire se joue, c'est sur le terrain : là où le SDAGE est un signal donné aux acteurs, aux porteurs de projets et aux services instructeurs, à la police des eaux et de la pêche, à chaque citoyen à son niveau de décision !

**Affaiblir le SDAGE, c'est affaiblir le signal donné aux acteurs de terrain, c'est limiter le soutien aux services instructeurs, c'est démobiliser les services chargés de la police de l'eau et de la pêche, dont le découragement est patent face à l'inertie des parquets et l'intimidation de certains milieux.**



Un SDAGE qui prescrit une exigence des services instructeurs face à un porteur de projet est de ce point de vue très différent d'un SDAGE qui laisse simplement à ces mêmes services la possibilité de prescrire des exigences.

La consultation institutionnelle a montré l'ampleur du travail d'éducation à l'environnement qui est devant nous, et dont le projet de SDAGE donne, pour une fois, très clairement la priorité.

Face à ce constat, au moment de voter, nous sommes confrontés à la responsabilité de ne pas affaiblir un texte qui l'est déjà et à la fois au devoir de décliner en acte ce constat d'impuissance. C'est pourquoi nos votes se partagent :

- vote pour, sans enthousiasme et sans illusion, dans le souci de ne pas affaiblir le futur SDAGE
- abstention, pour traduire symboliquement ce constat d'impuissance.

Nos choix ont été pris en toute solidarité les uns des autres, et **en soutien à tous ceux qui ont tenté de résister aux pressions exercées par des intérêts privés au détriment de l'intérêt public**. Nous vous donnons rendez-vous au Comité de Bassin en 2019, pour l'examen du nouvel état des lieux. Il n'y aura alors aucune excuse.